



## **Une Ministre du Travail à Matignon**

**Elisabeth Borne a été nommée hier Première ministre. Venue de la gauche, elle a occupé plusieurs postes de ministre sous la présidence d'Emmanuel Macron, les transports, l'écologie et, depuis juillet 2021, le travail. Elle doit désormais former son gouvernement.**

Une belle promotion pour la ministre du travail ! Elisabeth Borne vient d'être nommée Première ministre, hier, par le président de la République. Elle succède ainsi à Jean Castex, trois semaines après la réélection d'Emmanuel Macron pour un second mandat à la tête de la France. Il s'agit de la deuxième femme à la tête du gouvernement, depuis Edith Cresson, en 1991. Et du deuxième ministre du travail de la cinquième République à accéder à ce poste, après François Fillon, en 2002 qui avait occupé ces fonctions sous le gouvernement Raffarin.

### **Un début de carrière placé au service des dirigeants de gauche**

Le bruit circulait depuis quelques semaines... Elisabeth Borne disposait de quelques atouts pour y parvenir. Venue du Parti socialiste, elle correspond bien au portrait dressé au lendemain de son élection par Emmanuel Macron : "quelqu'un qui est attaché à la question sociale, à la question environnementale et à la question productive". Diplômée de l'Ecole polytechnique, elle a débuté sa vie professionnelle comme ingénieure des ponts, des eaux et des forêts avant d'intégrer progressivement le monde politique, au service de dirigeants de gauche, de Jack Lang et Lionel Jospin dans les années 1990, à Ségolène Royal dans les décennies suivantes.

### **Ministre du travail pendant la crise sanitaire**

Elle avait rejoint Emmanuel Macron, dès 2017, tout d'abord comme ministre des transports, de la transition écologique puis depuis juillet 2021 comme ministre du travail. A son actif, elle peut s'enorgueillir d'un taux de chômage, au plus bas depuis 1998 (7,3%), malgré les aléas conjoncturels et géopolitiques. Elle est montée au front sur plusieurs sujets, à commencer par la crise sanitaire et les multiples protocoles d'entreprise, la gestion de l'activité partielle, le télétravail, la poursuite de la réforme de l'apprentissage ainsi que le déploiement, plus controversé, du dispositif "Transitions collectives", destiné à faciliter les reconversions professionnelles.

Elisabeth Borne n'a pas non plus abandonné la réforme de l'assurance chômage, malgré la crise sanitaire, préférant différer l'entrée en vigueur des mesures à l'aide d'une clause de meilleure fortune. Les nouvelles règles qui durcissent les conditions d'indemnisation des chômeurs furent très décriées par les syndicats qui

ont formé plusieurs recours. Elles sont finalement entrées en vigueur de manière échelonnée entre juillet et décembre 2021.

## Des dossiers en suspens

D'autres dossiers sont, en revanche, restés en suspens. A l'automne dernier, elle avait exhorté les branches à ouvrir des négociations sur les minima conventionnels afin de prendre en compte la hausse du Smic qui entraîne un écrasement des grilles salariales. Mais hormis l'accord de la branche café-hôtel-restaurant, le bilan est maigre, en raison de la faiblesse des propositions patronales.

La réforme des retraites, stoppée au printemps 2020, devrait à nouveau être inscrite à son agenda.

## Un profit trop "techno"?

Elisabeth Borne affiche aussi quelques handicaps ; certains observateurs la qualifiant de profil "très techno". Lors d'une conférence de presse organisée par l'[Association des journalistes de l'information sociale](#) (Ajis), en décembre 2021, elle avait pourtant réitéré son attachement au dialogue social. Elle s'était d'ailleurs félicitée de la conclusion de deux accords nationaux interprofessionnels : le premier sur le télétravail, le second sur la santé au travail. "Ces ANI ont le mérite d'exister. Les partenaires sociaux ont montré qu'ils étaient capables de s'entendre sur des sujets importants", avait-elle déclaré.

L'ANDRH avait également apprécié la collaboration avec la ministre du travail et son cabinet, en pleine crise sanitaire, affirmant "avoir été consultée très régulièrement pour l'instauration des protocoles sanitaires".

## "Il faudra continuer à agir sur le pouvoir d'achat"

Au cours de la passation de pouvoir, hier soir, elle a indiqué que "les politiques publiques doivent être construites dans le dialogue, avec les élus et les partenaires sociaux". Elle a salué l'engagement et la détermination de Jean Castex. "On a pu protéger les entreprises, le taux de chômage est au plus bas depuis quinze ans. Nous avons agi pour le pouvoir d'achat" même "s'il faudra continuer à agir dans les prochains mois...".

Elisabeth Borne doit désormais former son gouvernement.

### Son parcours

Diplômée de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et du Collège des ingénieurs, Elisabeth Borne, 61 ans, intègre en 1987 le ministère de l'équipement, avant de rejoindre la direction régionale de l'équipement d'Île-de-France en 1989. Au début des années 1990, elle devient conseillère au ministère de l'éducation nationale auprès de Jack Lang, puis de Lionel Jospin. En 1997, elle intègre, comme conseillère technique chargée des transports, le cabinet du nouveau Premier ministre, Lionel Jospin. Puis, en 2002, elle devient directrice de la stratégie de la SNCF, avant de rejoindre, en 2007, la société Eiffage en tant que directrice des concessions. De 2008 à 2013, Elisabeth Borne est directrice générale de l'urbanisme à la mairie de Paris. En février 2013, elle est nommée préfète de la région Poitou-Charentes.

Après un an passé au ministère de l'écologie comme directrice du cabinet de Ségolène Royal,

## Son parcours

Élisabeth Borne succède, en mai 2015, à Pierre Mongin à la tête de la Régie autonome des transports parisiens (RATP).

Le 17 mai 2017, Élisabeth Borne est nommée auprès du ministre d'Etat, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, dans le gouvernement d'Edouard Philippe. Elle devient, le 16 juillet 2019, ministre de la transition écologique et solidaire, avant d'être nommée ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion du gouvernement Castex, en juillet 2021.

Anne Bariet, avec Marie-Aude Grimont

<https://www.actuel-rh.fr/content/une-ministre-du-travail-matignon>